



## Sud global : l'ONU, les BRICS et la réaction du Nord

Séance du 22 juin 2025 ; intervention de JM de La Sablière mise à jour en septembre <sup>1</sup>

J'ai hésité à intervenir sur ce sujet car j'avais des doutes sur la réalité même du Sud global. Plus on lit sur ce sujet, plus on interroge ceux qui sont sur le terrain ou au banc dans les organisations internationales, plus on comprend que le Sud global, s'il existe, a plusieurs faces, change de périmètre, suscite des débats comme celui d'aujourd'hui.

Je suis donc parti en quête du Sud global que je n'avais pas vraiment rencontré à l'ONU, même si j'avais côtoyé ses ancêtres lointains. Mes expériences onusiennes influencent sans doute mon approche. Après un regard sur le passé à la recherche du Sud global, je vous présenterai la situation à l'ONU puis je débordrai ce cadre pour évoquer la relation entre les BRICS et le Sud global et enfin, les réactions envisageables du Nord et notamment de la France.

### **I - A la recherche du Sud global**

- **Le Sud global est-il une réunion de tous les États du Sud, non développés, circonscrite uniquement au secteur économique**, se situant dans la suite des revendications du Tiers monde juste après la grande vague des indépendances ? Il y a sans doute une filiation lointaine du Sud global avec ce passé mais les revendications ne sont pas les mêmes et surtout la nature de la coalition d'États, créée il y a environ 60 ans pour faire valoir à l'ONU leurs intérêts économiques, appelée toujours Groupe des 77, a évolué. Le Groupe des 77 comprend aujourd'hui plus de 130 membres parmi lesquels de riches États du Golfe côtoyant les plus

---

<sup>1</sup> Mise à jour tenant compte des événements survenus en juillet et août (sommet des BRICS de Rio ; sommet à Tianjin de l'Organisation de coopération de Shanghai)

pauvres. Il a un associé de poids, la Chine, deuxième économie mondiale. J'ajoute que lorsque l'Inde, présidente en 2023 du G 20, a tenu en vidéo conférence, le 3e Sommet virtuel de la « Voix du Sud Global », ni la Chine concurrente et rivale ni le Pakistan, voisin ennemi, n'y ont participé alors que la Serbie, l'Albanie et la Biélorussie invitées donnaient le sentiment que la voix du Sud pouvait trouver un écho vers le Nord. On comprend donc que pour le premier Ministre Modi qui se veut son porte-parole, le Sud global ne respecte pas strictement la géographie ; il n'est pas uniquement économique ; il a aussi une face politique. Il convient d'ajouter que des évolutions sur ce terrain sont possibles. Nous y reviendrons. Cela rend l'analyse plus compliquée et intéressante.

- **En sautant le pas, peut-on considérer qu'il s'agit d'une réunion de pays du Sud ayant une vision géopolitique commune, proche de la famille des pays non-alignés ?** La réponse est négative ; le mouvement des non-alignés (MNA) survit mais il est moribond depuis la fin de la guerre froide.

-Autre question : **les adhérents au Sud global sont-ils solidaires et unis ?** Pas toujours. La solidarité sur le plan économique entre riches et pauvres du même Sud n'est pas toujours au rendez-vous ; parfois entre certains membres, elle prend un autre canal, religieux par exemple. L'absence d'unité se vérifie encore plus souvent sur le terrain politique. Des États se réclamant du Sud global sont même parfois en conflit, assez souvent concurrents, voire en opposition.

- **On comprend enfin qu'il s'agirait plutôt d'un regroupement d'États ayant sur certains sujets intéressant l'organisation du monde, des vues communes. Ces États seraient unis par leur opposition au Nord, au monde occidental dit-on.** Mais dès que l'on creuse un peu, on comprend que la globalité n'est pas sans failles, surtout sur le plan politique. Pour le MAE de l'Inde, le Sud global est « la réunion de pays en développement qui ont traversé l'épreuve douloureuse de la colonisation et qui essaient aujourd'hui de rebâtir leurs sociétés et leurs économies et d'obtenir la place qu'ils méritent dans l'ordre international ».

L'ordre international, son organisation, appellent quelques éclaircissements. Cet ordre est double en l'occurrence. Il y a d'une part l'ordre construit à la conférence de San Francisco, celui de la Charte des Nations Unies dont l'objectif principal est la paix et la sécurité internationales avec le Conseil de sécurité où cinq grandes puissances ont un droit de veto et d'autre part un autre cadre, celui des institutions issues de la conférence de Bretton Woods de 1944, sur les questions économiques et financières, le FMI et la Banque Mondiale, dominées par les Américains. Ces deux institutions spécialisées font partie de la famille des Nations Unies, mais en réalité elles sont tout à fait à sa périphérie, avec leurs propres règles. L'ONU a donc été d'emblée, malgré les dispositions de la Charte relatives à son Conseil économique et social, très largement dépossédée de ses attributions économiques mais pas totalement. Les pays du Sud devenus majoritaires à l'Assemblée générale l'ont très tôt utilisée comme une bonne caisse de résonance pour se faire entendre ; ils ont poussé par ailleurs à la création de deux organes subsidiaires de cette institution : la CNUCED en 1964 basée à Genève et le PNUD en 1966 dont le poids est très relatif.

Pour revenir à la définition du Ministre indien, des lors que le Sud global serait selon lui à l'origine une réaction de pays ayant subi la colonisation, on peut se demander si ses membres

traiteraient mieux la grande puissance américaine que les autres pays du Nord, autrement dit les Européens ? Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'y a pas accord entre eux sur ce point. Pour l'Iran par exemple, membre des BRICS, la réaction contre le Nord inclut les Américains, peut-être même d'abord les Américains. L'attitude indienne est beaucoup plus complexe. Le positionnement de l'Inde puissance qui compte de plus en plus sur la scène internationale, évolue en fonction de ses intérêts et des circonstances. Refusant les alliances, New Delhi peut à la fois rechercher une concertation stratégique avec les États-Unis, l'Australie et le Japon dans le cadre du *Quad*, prendre en même temps le risque de contribuer au détournement des sanctions américaines contre Moscou en achetant massivement du pétrole russe à bon prix puis, devant la réaction américaine qui lui a imposé de ce fait des droits de douane massifs, normaliser ses relations avec Pékin. Cet apaisement qui s'est manifesté publiquement par la participation de Narendra Modi au Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai fin août 2025 à Tianjin, répond aussi à un principe de réalité : l'économie indienne est dépendante dans bien des domaines de la Chine.<sup>2</sup>Dans ce contexte, sans surprise, on constate que l'Inde poursuit la diversification de ses achats d'armement dont l'industrie aéronautique française bénéficie largement. Tous comptes faits, l'ancienne inspiratrice du non-alignement est devenue adepte du « multi alignement », formule inventée d'ailleurs par un Indien, ancien Secrétaire général des Nations Unies.

J'arrête là l'énumération des interrogations sur l'existence du Sud global, sur les différences entre ses membres et sur sa complexité. Le fait que la notion, le concept, le groupe soit flou, variable, que sa réalité soit objective ou/et subjective-un ressenti comme on dit-, ne signifie pas qu'il n'existe pas. Il existe parce beaucoup s'en réclament, parce qu'on en parle, parce que le thème est mobilisateur et même vendeur.

OOO

## **II - Le Sud global aux Nations Unies**

### **1) Comment est née aux NU la revendication contre les idées occidentales ?**

Sans doute y a-t-il, comme je l'ai déjà indiqué, dès lors que l'on évoque les questions économiques, une filiation lointaine avec la CNUCED qui fut lors de sa naissance, après la vague des indépendances, une réaction revendicatrice pour favoriser le rattrapage et l'intégration au système des nouveaux arrivants. Les anciens accords de Produits, le Système de Préférence Généralisé (SPG) et l'APD avec l'objectif de 0,7%, avaient été conçus, mis en place, à cette fin. Puis est venue la revendication du Nouvel ordre économique international, poussée par l'Algérie notamment. Mais ce fut finalement un feu de paille, un élan brisé par le

---

<sup>2</sup> Si Narendra Modi a participé à ce Sommet, il n'a pas assisté les jours suivants à la grande parade militaire à Pékin, démonstration de force face à l'Occident, organisée par Xi Jinping entouré de Vladimir Poutine et du nord-coréen Kim Jong-un

quadruplement des prix du pétrole, le surendettement, les purges de Bretton Woods. Les institutions financières durent ensuite corriger le tir en inventant les programmes PPTE et IADM afin de rendre les dettes des plus pauvres plus soutenables.

On ne peut cependant, nous l'avons vu à l'ONU, secondariser le volet politique dont l'importance est telle que, par moments, il l'emporte surtout dans le débat ; c'est le cas lorsque la sécurité, la guerre et la paix du monde ou au moins d'une région jugée stratégique par beaucoup sont en cause. De l'analyse de l'histoire des Nations Unies, on peut tirer je crois une constatation : le Sud global actuel, s'il a une dimension politique, est surtout une réaction à la domination des idées occidentales, après la guerre froide. Remontons aux années 1990. Cinq grands changements se sont produits en une vingtaine d'années :

-La chute de l'URSS a d'abord des conséquences considérables aux Nations Unies. Au début des années 90, le débat Nord/Sud, comme l'agenda économique de l'Assemblée Générale (AG) influencé par le Sud, intéressent peu. Les échanges en deuxième commission de l'AG sont peu médiatisés, même pas du tout ; toute l'attention est au Conseil de sécurité enfin capable d'agir dans une affaire essentielle, la libération du Koweït envahi par l'armée irakienne de Saddam Hussein. Sous le leadership des États-Unis, les membres permanents, dits P5, influencent les décisions jusqu'à l'usage collectif de la force. Pour Moscou, exister à travers sa participation aux décisions du Conseil de sécurité, agissant au nom de la communauté internationale, est essentiel ; pour la Chine, qui navigue entre l'abstention et le vote positif, il faut faire oublier Tiananmen et être dans le jeu, surtout que la quasi-totalité du monde est au diapason. Dix ans passent ; la crise irakienne est toujours au cœur des préoccupations mais une fracture apparaît au sein des Permanents. La France soutenue par la Russie, la Chine, l'Allemagne, bénéficiant de la bienveillance de tous les pays du Sud au Conseil de sécurité et même à l'ONU, conduit la manœuvre pour éviter en 2002/2003, que la nouvelle guerre inutile, absurde, programmée par les États-Unis, ne soit légitimée. Mais cette opposition qui fut rude sera assez vite dépassée. La France et les États-Unis se réconcilieront. Les membres du P5 continueront de bien travailler encore ensemble pendant plusieurs années.

- Deuxièmement, plusieurs pays notamment en Asie, décollent de manière remarquable : la Corée du Sud, la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie, le Vietnam, ainsi que d'autres poursuivent leur chemin vers la réussite.

- Troisièmement, les plus puissants des pays en développement, premiers de cordée, les émergents, demandent en 2005 avec le Japon et l'Allemagne, leur juste place au Conseil de sécurité, « Temple des Nations Unies » selon l'expression de Dominique de Villepin dans son discours célèbre prononcé dans ce lieu deux ans auparavant.

- Quatrièmement, la Chine qui est entrée à l'OMC en 2001, va monter en puissance et progressivement affirmer celle-ci, silencieusement, habilement.

-Enfin, le dialogue Nord Sud connaît un succès. Kofi Annan réussit en 2000 le lancement génial, dans une belle unanimité, par les chefs d'État réunis à New York, des 8 Objectifs de développement du Millénaire (OMD) qui seront suivis en 2015 par les 17 Objectifs

de développement durable (ODD), notion clé introduite 30 ans auparavant par le rapport Brundtland.

Ce qui est à noter pour notre débat d'aujourd'hui qui est même essentiel, c'est que la période allant de 1990, avec l'intermède de 6 mois de crise irakienne à son paroxysme jusqu'aux affaires libyenne, syrienne et le retour de Vladimir Poutine à la présidence de la Russie en 2012, est marquée par la victoire d'idées défendues par les pays occidentaux : une interprétation de la Charte davantage favorable aux principes ; la violation systématique des droits de l'Homme considérée comme une menace à la paix et la sécurité internationales ; les sanctions occidentales durcissant parfois celles de l'ONU ou prises indépendamment ; l'intervention de l'OTAN au Kosovo critiquée par la Russie mais acceptée par la grande majorité, bien qu'elle n'ait pas été explicitement autorisée par le Conseil de sécurité ; l'affirmation du principe de la Responsabilité de protéger les populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité (R2P), adopté en 2005 par les Chefs d'État en Assemblée générale légitimant une intervention décidée par le Conseil de sécurité au cas par cas, invoqué et surinterprété ensuite par des pays de l'OTAN et leurs alliés dans l'affaire libyenne.

Parmi les occidentaux - mais non la France du temps du Président Chirac, beaucoup oublièrent que les victoires de la pensée occidentale, acquises difficilement, le plus souvent à l'issue de dures négociations, parfois de facto quasiment imposées, étaient fragiles ; ils agissaient comme s'ils ne voyaient pas que le monde unipolaire qui avait succédé au monde bipolaire, ne durerait pas. Un monde multipolaire naissait. C'est cet ordre international influencé par les idées occidentales dominantes pendant près de 20 ans qui est remis en cause progressivement par la Chine, par la Russie avec les autres BRICS qui vont s'efforcer de capter le Sud, devenu Sud global.

## **2) Comment s'exprime à l'ONU le Sud global ?**

Il n'y a pas dans les Institutions onusiennes de mouvement ou de groupe dénommé Sud global.

A l'Assemblée générale, les pays du Sud négocient sur les questions économiques à travers le porte-parole du groupe ancien dit des « 77 plus Chine », déjà évoqué.

Le Secrétaire général, Antonio Guterres, ardent défenseur du programme de développement durable à l'horizon 2030 n'utilise pas l'expression Sud global dans ses discours. La Vice-Secrétaire Générale nigériane, Mme Amina Mohamed, défend sans ambages certaines thèses sur l'économie et le développement du Sud global mais je n'ai pas trouvé, en naviguant sur la toile, de texte où elle s'y référerait explicitement. C'est également le cas du Secrétaire général adjoint chargé de la CNUCED du moins dans plusieurs discours de Pedro Moreno. Mais dans les trois cas, ce qui est notable, le service de presse des Nations Unies rapportant les discours de ses personnalités, avec leur accord bien sûr, ne se prive pas de citer le Sud global dans les titres comme si les trois avaient utilisé l'expression.

- Troisièmement, dans leur comportement, certaines délégations du Sud semblent souvent imprégnées d'une réaction anti-occidentale. C'est le cas à Genève au Conseil des Droits de l'Homme. Il faut imaginer certains délégués jeunes inspirés par ce qu'ils lisent sur les réseaux sociaux ; ils expriment parfois une sorte de « dédagisme ».

### **Mais il y a des thèmes récurrents dans les discours de pays se réclamant du Sud global.**

Lorsqu'on cherche non pas ce qui divise les pays se réclamant du Sud global mais les thèmes qui les unissent, on retrouve souvent des éléments convergents, notamment :

**-Une lecture particulière de la Charte.** Ils défendent comme la Russie et la Chine, une lecture mettant en exergue le fameux article 2 §7, soulignant la souveraineté des États « la non-interférence dans les affaires qui relèvent essentiellement des compétences nationales d'un État ». L'idée que la paix puisse être facilitée par des principes humanistes, la protection de l'individu, est contestée dès lors que cela s'accompagne d'une ingérence.

Un nombre croissant d'États mettent en doute plus ou moins ouvertement **l'universalité des droits de l'homme** ; certains vont jusqu'à évoquer des pseudo valeurs. On le ressent à Genève. Les pays occidentaux sont d'autant plus sur la sellette qu'ils pratiquent parfois sur ce terrain sensible le double-standard.

**-S'agissant de la transition écologique et énergétique,** ne se sentant pas responsables de l'essentiel des émissions de gaz à effet de serre et faisant valoir l'absence de contraintes dans le passé imposées aux pays qui sont déjà industrialisés, ils acceptent mal les conditionnalités que les européens surtout aiment imposer, réclament que les États développés accroissent encore les aides au-delà des 300 milliards annuels à partir de 2035, décidés à la COP 29.

- On constate dans les pays du sud un **refus de la politique des sanctions** perçues comme la version moderne de l'impérialisme occidental pour reprendre la formule du diplomate, essayiste, Michel Duclos.

**-La référence au colonialisme pour demander des réparations** a fait son apparition. C'est d'ailleurs le thème de la résolution de l'Algérie et du Ghana sur l'esclavage et la colonisation adoptée en février 2025 par l'Union Africaine.

-Enfin en renvoyant à ce qui a été dit par Christian de Boissieu, je rappellerai seulement qu'après le G 20 dont le poids n'est pas très grand, **les BRICS notamment réclament une réforme en profondeur du FMI et de la Banque Mondiale et s'agissant du Conseil de sécurité une meilleure représentation du monde.** Sur ce dernier point, les discours restent cependant dans les généralités car il n'y a pas d'accord et beaucoup de non-dits. Les émergents identifiés (Inde, Brésil) roulent pour eux ; ceux qui seraient les premiers recalés veulent un élargissement limité à de nouveaux membres non-permanents et/ou bien introduire des représentations régionales, ce qui compliquerait encore plus, par des consensus mous, l'adoption de bonnes résolutions.

### III -Les BRICS et le Sud global

J'aborderai maintenant la relation entre les BRICS et le Sud global. On voit bien le rôle que les BRICS ont joué. Ils sont entrés sur la scène internationale et sont perçus comme une force de transformation de l'ordre international. Ils seraient donc moteurs. Il me semble qu'on peut aussi voir les choses sous un autre angle et s'interroger sur l'utilisation du Sud global par ses puissances, de sa captation pour leurs propres intérêts.

#### Les tentatives de captation

-Les BRICS dans leur ensemble essaient de rassembler autour de leurs idées principales le Sud global. Ils sont très actifs pour mettre en scène leur puissance économique additionnée, la multipolarité du monde nouveau, leurs ambitions y compris la remise en cause de l'hégémonie du dollar et leurs réalisations, dans le cadre de Sommets et d'institutions nouvelles : une Banque de développement <sup>i</sup> ( 2014) et un Fonds de réserve d'urgence. Ces Sommets sont destinés à légitimer leurs ambitions et à élargir leurs soutiens par l'invitation d'autres États notamment du Sud mais pas uniquement (Turquie à Kazan).

Examinons maintenant plus précisément l'approche de certains membres :

- La **Chine** dont les hauts responsables ne se réfèrent pas, sauf dans de rares cas, nommément au Sud global, donnant le sentiment d'avoir un pied encore dedans et un autre déjà ailleurs, l'utilise habilement. Pour les Chinois, le Sud global est un atout. Dans leur ambition et action pour déconstruire la vision occidentale des Nations Unies née après la guerre froide et imposer l'idée de valeurs différentes, d'un ordre multilatéral où la souveraineté est une limite maîtresse, la Chine s'appuie sur le Sud. Elle y trouve à l'ONU où elle apparaît raisonnable, finance désormais 20% du budget, toujours en soutien des pays en développement qu'elle quitte sans les avoir quittés, un regard bienveillant. Sa montée en puissance au sein de l'ONU est bien vue par une grande majorité.

-Ensuite la **Russie** dont l'objectif premier actuellement, depuis l'agression en Ukraine, est d'éviter l'isolement. Vladimir Poutine et son Ministre des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, sont très actifs, à travers les BRICS pour attaquer le monde occidental et notamment ses sanctions, mal vues par beaucoup d'États du Sud qui craignent d'être un jour victimes de ces pratiques. A Kazan, en 2024, Poutine président tournant des BRICS, a invité une trentaine de pays qui ont adopté un long communiqué où l'on parle beaucoup des sujets qui intéressent les BRICS et relativement peu de l'Ukraine et encore en termes généraux. La réunion de Saint Pétersbourg, le « Davos » Russe de juin 2025 est présentée comme une promotion du Sud global, des possibilités qu'il offre sur le plan économique, avec la croissance des échanges Sud-Sud....Et puis il y a le non-dit : le contournement des sanctions.

**Dernière question : Les conséquences de l'élargissement des BRICS**

Les BRICS sont passés ces deux dernières années de 5 à 10 et ont invité 13 autres pays comme associés. Comme cela a été déjà souligné par Christian de Boissieu, l'élargissement des BRICS présenté comme une augmentation de leur puissance (29% du PIB mondial, 45% de la population) pourrait avoir un effet contraire, leur nuire car en provoquant une moindre cohésion, il devrait rendre beaucoup plus difficiles des prises de position précises du groupe et même sans doute limiter le niveau de ses ambitions.

Dans la sphère politique, cela s'est déjà vérifié récemment à l'occasion du Sommet des BRICS de Rio de Juillet 2025. Les nouveaux membres africains (Égypte et Éthiopie) comme les associés du même continent (Ouganda et Nigeria) se sont opposés dès la préparation du Sommet à ce que le communiqué final soutienne la candidature de l'Afrique du Sud à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité. Ce n'était pas surprenant car une mention de l'Afrique du Sud n'aurait pas été en phase avec le consensus d'Ezulwini adopté en 2005 par l'Union africaine (2 sièges africains avec droit de veto, à désigner par l'UA qui ne l'a pas encore fait)<sup>3</sup>. Finalement, le paragraphe du communiqué sur ce sujet a confirmé la défaite de Cyril Ramaphosa puisque le texte adopté, tout en se référant à la déclaration d'Ezulwini s'agissant de l'Afrique, rappelle que la Russie et la Chine, en tant que membres permanents, soutenaient par ailleurs les aspirations de l'Inde et du Brésil. Cet exemple parmi d'autres confirme que l'élargissement des BRICS ne renforcera pas sur bien des sujets politiques fondamentaux l'entité Sud global, dès lors qu'on sort des généralités.

#### **IV - L'Occident, disons le Nord doit-il réagir au Sud global ?**

Certains disent que cela n'a pas de sens car le Nord global n'existe pas, surtout depuis l'élection de Donald Trump. Son deuxième mandat à peine commencé, les Européens constatent de plus en plus qu'ils devront construire leur avenir seuls et avoir le courage de s'en donner les moyens. Leur vision du multilatéralisme s'éloigne de celle des États-Unis, c'est le moins qu'on puisse dire. D'autres soulignent qu'attaquer le Sud global serait la pire des choses car en combattant un mythe on peut le créer. Dans ce contexte, il me semble que la France comme l'Europe doivent, tout en restant très attentives à leurs intérêts, avoir une approche ouverte au dialogue mais fragmentée : il faut à la fois prendre en compte le ressenti des États du Sud et

---

<sup>3</sup> En 2005 cette position africaine maximaliste, impossible à accepter par les permanents qui doivent ratifier tout amendement à la Charte, et sans doute par les autres régions, avait bloqué au dernier moment le lancement de la réforme du Conseil de sécurité, alors que l'Afrique avait en réalité obtenu beaucoup de la part des auteurs du projet, dits Groupe des 4 (Allemagne, Japon, Brésil, Inde) : 2 sièges de membres permanents sans veto (comme pour les autres candidats) à désigner selon le droit commun par l'Assemblée générale, et un 4ème siège de membre non permanent. En réalité, la désignation des 2 grands États africains à un siège de membre permanent du CS est complexe car ils sont 3 à revendiquer le siège : si l'Afrique du Sud sortirait sans doute gagnante en toute hypothèse, d'où sa volonté de le faire reconnaître dès à présent, l'issue de la confrontation pour le deuxième siège entre l'Égypte et le Nigeria ne serait pas la même selon que le choix serait fait par l'Assemblée générale des NU ou par l'Union Africaine.

leurs ambitions souvent légitimes, mais aussi la géographie, leur diversité, celle des sujets qui justifient des traitements séparés et donc ne pas favoriser les amalgames poussant à une alliance Sud global-BRICS. Je resterai sur les questions politiques ou géopolitiques en suggérant que la France, dans certains cas avec l'Europe, ait en ligne de mire quatre problèmes :

**-Les droits de l'homme** : Par expérience à l'ONU, il m'a toujours semblé que c'était un sujet où il y avait, sur certains points, plus que des nuances entre l'approche dite des États occidentaux et bien des pays du Sud mais également entre pays du Sud. Aussi, je reste fermement convaincu que la bonne diplomatie est de défendre fermement les valeurs auxquelles nous tenons mais en bons tacticiens, engrangeant des progrès, pierre par pierre, cherchant plutôt à les conforter, évitant le risque lorsqu'ils ont été difficilement acquis de les détruire par des excès déclaratoires ou dans une action contestée comme ce fut malheureusement le cas en 2011, dans l'exécution par plusieurs pays européens, l'OTAN et leurs alliés, de la résolution du Conseil de sécurité concernant la Libye (1973), inspirée par la responsabilité de protéger (R2P). Dans ce cas, l'usage de la force avait été autorisé pour la protection des populations contre des massacres. Or, elle a été finalement utilisée pour un changement de régime en Libye. La critique a été forte. L'argument selon lequel les actions ayant abouti à ce résultat étaient « cohérentes » avec le mandat, n'a pas été accepté par la Russie et par bien des États du Sud qui ont considéré que le mandat avait été outrepassé, détourné. A partir de cette dérive, la R2P si difficilement créée en 2005 par l'Assemblée générale dans le cadre d'un Sommet, sous l'impulsion de Kofi Annan, dans un compromis favorisé notamment par la diplomatie française, pour empêcher ou stopper des génocides, des crimes contre l'humanité des nettoyages ethniques et des crimes de guerre, a été enterrée. Les Russes et les Chinois n'en demandaient pas tant. Pour faire renaître la R2P, l'idée de trouver une entente avec les principaux pays du Sud dont le Brésil, très en pointe sur les modalités de sa mise en œuvre a été poussée par des connaisseurs du sujet, mais cela impliquait de travailler sérieusement sur un encadrement de l'usage de la force, thème que bien des pays, sans l'avouer, voulaient éviter. Une vraie négociation n'a donc malheureusement pas eu lieu ; il est trop tard pour y revenir sérieusement, car à notre époque, l'usage de la force, en contradiction avec la Charte, est banalisé. La leçon ne doit cependant pas être perdue.

**-Le soutien aux pays en développement est un objectif à la fois économique et politique**, pour qu'ils décollent, appliquent une bonne gouvernance et atteignent dans l'ensemble une croissance forte et durable. L'Europe devrait poursuivre son soutien, sa solidarité. Cela la distinguerait de l'Amérique de Trump mais cette distinction n'est pas une fin en soi. L'intérêt français et européen dans le cadre d'une politique générale de développement est de donner une priorité à l'Afrique car notre avenir dépendra beaucoup de l'évolution économique et sociale du continent. Nous devons malgré les dépenses de réarmement, dans le sillage de l'affaire ukrainienne, convaincre ceux de nos partenaires qui n'en n'ont pas une conscience suffisamment aigüe, que l'Afrique est notre flanc sud commun, que sa croissance durable est essentielle pour l'Europe.

**-La réforme des institutions internationales** : Les réformes de Bretton Woods ayant été déjà évoquées, je m'en tiendrai à l'ONU. L'Organisation va mal du fait de la division des permanents

et de la tendance qui s'instaure d'une utilisation de la force sans grande conséquence pour les agresseurs. Ceux qui pensent que l'on pourrait à froid réformer l'ONU en renversant la table se trompent, me semble-t-il, lourdement. On ne refait pas une nouvelle architecture du monde à froid mais on peut la corriger. Le Conseil de sécurité peut retrouver son rôle si les permanents retrouvent un minimum de coopération. Il serait de l'intérêt de la France parallèlement d'en réformer la composition pour qu'il soit plus pertinent. Nous devons donc continuer à plaider pour des réformes légitimes, justes du Conseil mais avec deux limites : l'efficacité de l'institution et notre propre intérêt. C'est dans cet esprit que la France avait été en pointe lors de la dernière tentative sérieuse de réforme du Conseil de sécurité en 2005, qui a malheureusement échoué au dernier moment.

-Enfin, dès lors que la France soutient les grands émergents dans leur aspiration à occuper un siège de membre permanent sans veto, comme elle soutient la même ambition du Japon et de l'Allemagne, **elle doit soigner particulièrement les autres émergents**, d'autant plus que leur réussite économique est intéressante. C'est me semble-t-il ce qu'elle fait par exemple avec l'Indonésie, la Thaïlande et d'autres.

OOOOOOOOOOOOOOOO

Enfinement en guise de conclusion, je dirai que même si le Sud global fait partie des facteurs, certains diront des acteurs, qui sont à prendre en compte dans l'évolution du monde, celui-ci, désormais multipolaire a néanmoins besoin d'une certaine unité sans laquelle il ne peut y avoir que désordre.

Je terminerai en rappelant une évidence : les premières victimes des désordres sont les plus faibles.

---

<sup>i</sup> Les BRICS détiennent 55% des votes